

## **Motion Conseil d'administration du Lycée Jean Jaurès Montreuil 18 février 2019**

Les représentantes et représentants des enseignants, des parents d'élèves (Fcpe) et des élèves dénoncent les conditions et le contenu des réformes engagées par le ministère de l'éducation nationale.

42,9 heures en moins de dhg, une classe de TES supprimée, des options fragilisées voire supprimées en terminale ne permettant pas aux élèves de poursuivre leur préparation pour le bac l'an prochain. L'AP non financé, les options non financées, les groupes à effectifs réduits non financés, une partie des DNL non financée (...) tout doit tenir dans la marge d'autonomie ! Des groupes de spécialité pensés avec des effectifs à 35 , des groupes supplémentaires financés sur marge d'autonomie !

Des élèves de Seconde devant choisir des spécialités soit disant sans contrainte alors que cette réforme du lycée est conçue au service du dispositif Parcoursup pour lequel il n'ont aucune visibilité quant aux attendus de l'enseignement supérieur .

Des programmes qualifiés sans aucun changement malgré une majorité de votes négatifs au CSE pour la plupart d'entre eux.

Un baccalauréat dont 40 % des notes dépend du local ....que devient le premier grade de l'enseignement supérieur ? Le baccalauréat, examen national est voué à un avenir sombre.

Voilà ce qu'est « l'école de la confiance » tant vantée par le ministère !

Ces réformes sont lancées sans aucune visibilité ni pour les familles et les élèves, ni pour les enseignants et l'administration chargés de la mettre en œuvre. Le futur baccalauréat, avec des notes différenciées selon les établissements, renforcera les inégalités entre les territoires, entre les élèves, particulièrement pour la Seine-Saint-Denis, et accentuera la sélection sociale, que l'éducation nationale est pourtant censée combattre. Nous dénonçons les conditions de la mise en œuvre de cette réforme, qui ne tient aucunement compte des avis majoritairement exprimés contre son contenu par les représentants enseignants, parents d'élèves et lycéens: avec les suppressions de postes (2600 prévues cette année), les suppressions d'accès à certaines options, la difficulté à poursuivre l'enseignement de certaines matières, notamment scientifiques, l'enseignement ne peut que se dégrader, dans une logique de court terme financier.

La réforme de l'accès à l'enseignement supérieur, notamment le dispositif Parcoursup, a laissé sans solution des milliers d'élèves, et n'a pas été en mesure de proposer des solutions satisfaisantes à une majorité d'autres bacheliers. Outre qu'elle constitue une inégalité profonde et porte une xénophobie latente, outre qu'elle porte le risque de détruire des relations de coopération entre différents pays et le nôtre, l'instauration de frais d'inscription 10 fois plus élevés pour les étudiants étrangers, hors union européenne, est un prélude à la généralisation de l'augmentation de ces frais pour tous les étudiants.

Les lycéennes et lycéens, les enseignantes et enseignants, les parents d'élèves exigent du ministère le retrait de ces mesures, l'ouverture d'une concertation large sur l'avenir de l'éducation nationale avec la garantie de tenir compte des avis exprimés, la fin des suppressions de postes et des menaces sur les carrières des fonctionnaires, la définition des besoins pour revaloriser l'enseignement.